

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mercredi 27 mai 2026

L'an deux mil vingt-six, le vingt-sept mai à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune du Val d'Hazey, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie – salle du conseil, quartier d'Aubevoye, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe COLLAS, Maire, et en présence de :

Messieurs BITJOKA, BLONDEL, DARTOIS, DODELER, FERLONI, GRILLAT, HIBLOT, JARRY, LEBOUGAULT, LEGENDRE, LEJEUNE, SAINTIER, THOREL

Mesdames BENOIT, DANIEL, HERSANT, ISSARTELLE, JORAND, LEQUETTE, PAIN, PAPI, PERRETO, PINSON, PLANTAIN, ROUSSEL.

Absents excusés :

Mesdames CARDON, DIAGNE, EL OUNI, MONOT
Messieurs ADELIN, BLANQUET, LEVAIGNEUR

Absents :

Néant

Absents ayant donné pouvoir :

Madame CARDON donne pouvoir à Monsieur COLLAS
Madame DIAGNE donne pouvoir à Madame BENOIT
Madame MONOT donne pouvoir à Madame LEQUETTE
Monsieur ADELIN donne pouvoir à Monsieur LEJEUNE
Monsieur LEVAIGNEUR donne pouvoir à Madame PLANTAIN

Secrétaire de séance :

Monsieur LEJEUNE

Date de la convocation :

19 mai 2026

Nombre de conseillers :

En exercice	33
Présents	26
Pouvoirs	5
Votants	31

05-27-05-26 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION AVEC L'ASP POUR LES REPAS SCOLAIRES A 1€



L'Etat lançait en Septembre 2018 la mise en place de la tarification sociale dans les cantines scolaires pour permettre aux enfants des familles les plus modestes de déjeuner à la cantine pour 1 € maximum.

La Commune du Val d'Hazey avait signé une convention avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP) en date du 07 Juillet 2021 pour pouvoir bénéficier de ce dispositif. Cette convention de 3 ans a pris fin le 08 Juillet 2024 et la Commune a décidé de poursuivre ce dispositif pour 3 ans jusqu'en Juillet 2027.

Pour rappel, l'Etat (via l'ASP) verse à la Commune une aide financière de 3 € par repas servi (majoré d'un euro à compter du 01/09/2025 pour le respect de la loi Egalim) au tarif maximal d'1 € facturé aux familles, dans le cadre d'une grille tarifaire progressive calculée selon les revenus et le nombre d'enfants du foyer. Cette grille doit comporter au moins trois tranches, dont au moins une tranche est inférieure ou égale à 1 € et une supérieure à 1 €. Le tarif inférieur ou égal à 1 € est attribué aux familles dont le quotient familial CAF est inférieur ou égal à 1 000 €.

La mise en œuvre de ce dispositif a eu un impact important à la hausse concernant le nombre d'enfants restant déjeuner à la cantine le midi. Le tableau ci-dessous montre le nombre de repas total par année scolaire ainsi que le nombre de repas bénéficiant du dispositif à 1€ :

	Septembre 2021- Juillet 2022				Septembre 2022- Juillet 2023				Septembre 2023- Juillet 2024				Septembre 2024- Juillet 2025			
	Nbre de repas servis	Nbre de repas à 1€	Total efts ayant	Total efts bénéficiaires à 1€	Nbre de repas servis	Nbre de repas à 1€	Total efts ayant	Total efts bénéficiaires à 1€	Nbre de repas servis	Nbre de repas à 1€	Total efts ayant	Total efts bénéficiaires à 1€	Nbre de repas servis	Nbre de repas à 1€	Total efts ayant	Total efts bénéficiaires à 1€
Chat botté	9257	3052	111	46	10577	4226	113	59	10075	3415	97	43	7969	2316	74	26
Grand Charlemagne	10937	4524	111	55	11977	5798	118	68	13279	5789	117	62	12785	5195	117	53
Soleil et Prunus	19504	6707	219	98	20221	9034	208	120	21314	9239	204	108	19210	7823	181	88
Petit Charlemagne	6214	2692	62	33	5940	3158	61	41	5739	2963	58	32	5552	1613	55	20
TOTAL	45912	16975	503	232	48715	22216	500	288	50407	21406	476	245	45516	16947	427	187

Pour rappel, voici l'évolution de l'enveloppe annuelle prévue chaque année pour le marché de fourniture de repas par la société NEWREST :

Chapitre 011/ Article 6042	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (Prévisions)
Dépenses	114 613 €	140 600 €	168 268 €	156 142 €	158 947 €	190 000 €

Pour rappel également, le prix d'un repas fixé dans ce marché de fournitures de repas est le suivant :

	Elèves de maternelle	Elèves de primaire	Adultes	Pique- nique
PRIX DU REPAS H.T.	2.83 €	2.93 €	3.70 €	3.30 €
T.V.A. 5,5%	0.16 €	0.16 €	0.20 €	0.18 €
PRIX DU REPAS T.T.C.	2.99 €	3.09 €	3.90 €	3.48 €



L'estimation des économies sur les coûts de fonctionnement est difficile à apprécier, mais si l'on fait l'hypothèse que 50% des bénéficiaires des repas à 1€ ne viennent plus déjeuner à la cantine le midi, on peut estimer une diminution de 8.500 repas (16.950 / 2) sur une année scolaire. Sachant qu'un repas en moyenne, toutes charges et coûts compris (repas, personnel, fluides, etc...) revient à environ 9€ par repas. Si l'on déduit la recette d'un euro des parents par repas, la subvention de 4€ par repas de la part de l'ASP, on arrive à une réduction de dépenses de (9 - 1 - 4) = 4€ par repas soit pour 8.500 repas un montant de 34.000€ d'économies par année scolaire.

Comme cela a été évoqué lors du vote du Budget 2026 :

*« Les dépenses réelles de fonctionnement prévues au budget primitif 2026 enregistrent une hausse prévisionnelle de **5,95 %** par rapport aux dépenses réalisées en 2025. Comme évoqué dans le Rapport d'Orientations Budgétaires de 2026, les éléments suivants ont notamment été pris en compte :*

- ✓ Hausse de 3 points de la cotisation CNRACL (retraite) : +58.000 € (Idem pour les années 2027 et 2028),
- ✓ Mise en œuvre d'une indemnité différentielle suite à l'augmentation du SMIC pour les bas salaires : impact estimé à +18.000€ sur la masse salariale en 2026,
- ✓ Impact de la Loi Egalim sur le marché de fourniture des repas dans les écoles de la Commune notifié le 1^{er} septembre 2025 : surcoût estimé à + 30.000 € sur le BP 2026.
- ✓ Estimation de l'impact de l'inflation 2026 sur le chapitre 011 (1,89M€ x 1,3%) : 24.570 €.
- ✓ Suite à la promulgation de la loi de Finances 2026, le DILICO pour les communes a finalement été supprimé. Il était estimé à 30.000€ dans le ROB 2026 et a donc été supprimé du BP 2026.

Ces dépenses supplémentaires incompressibles et imposées à la Commune s'élèvent à 130 570 € environ.

Les recettes réelles de fonctionnement inscrites au budget primitif 2026 affichent une diminution prévisionnelle de **2,51%** par rapport aux recettes constatées en 2025 soit une baisse de 180.000€ environ de recettes réelles de fonctionnement.

Cette évolution s'explique notamment par les éléments suivants :

- ✓ Un tassement des recettes issues des droits de mutation (DMTO), avec une prévision en baisse de **50 000 €** pour 2026 (155 K€ inscrits au BP 2024, pour un montant réalisé de 105 K€ en 2024 et 2025) ;
- ✓ Une diminution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) estimée à **4 000 €**, liée à la baisse continue de la population ;
- ✓ La suppression, pour la commune, de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), représentant une perte de **15 492 €** en 2026, conformément aux lois de finances 2025 et 2026 ;
- ✓ L'état 1259 reçu en Commune le 24 mars 2026 indique une forte baisse des allocations compensatrices liées au foncier bâti des locaux industriels, soit **-300 821 €** par rapport à 2025. En effet, le montant de cette allocation compensatrice passe de 1 547 309€ en 2025 à 1 246 488€ en 2026.

Le total des baisses de recettes imposées à la Commune s'élève à 370 313 €.

Entre la hausse des dépenses obligatoires et les baisses de recettes, c'est un montant de 500 883 € qui doit être supportée par le budget 2026 de la Commune. »

Il y a donc au regard de ces chiffres, une nécessité urgente de réduire les dépenses de fonctionnement de la Commune. La suppression des repas facturés à 1 € est une des pistes à poursuivre.

C'est la raison pour laquelle, la présente délibération propose de procéder à la résiliation de la convention triennale « Tarification sociale des cantines scolaires ».



Le Conseil Municipal,

Sur proposition du rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet de convention triennale « Tarification sociale des cantines scolaires » en cours et se terminant en Juillet 2027,

Vu la possibilité pour la Commune de sortir de cette convention avec un préavis d'un mois,

Considérant pour la Commune la nécessité impérieuse de réduire ses dépenses de fonctionnement suite aux prélèvements de l'Etat sur les produits fiscaux de la Commune suite à l'application de la loi de finances 2026,

À la majorité POUR et 6 CONTRE (Mr DODELER, Mr LBOUGAULT, Mme PLANTAIN, Mme LEQUETTE, Mme MONOT ayant donné pouvoir à Mme LEQUETTE et Mr LEVAIGNEUR ayant donné pouvoir à Mme PLANTAIN)

APPROUVE la résiliation de la convention triennale « Tarification sociale des cantines scolaires » à intervenir entre l'Agence de Services et de Paiement (ASP) et la commune du Val d'Hazey et mettre fin au repas à 1€,

AUTORISE le Maire à mener toute action et à signer tout document permettant de résilier cette convention avec l'ASP.

Fait à Le Val d'Hazey, le 27 mai 2026

✓ Certifie le caractère exécutoire de cet acte
✓ Informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de l'obtention du caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le Maire,

Philippe COLLAS

